



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2024-04A
15 AVRIL 2024

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Aide à domicile

Discriminations

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Insertion

Jeunes

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Travail social

Violences

AIDE A DOMICILE



De nouveaux outils pour accompagner les acteurs dans la réforme des services autonomie à domicile, 04/04/2024

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/de-nouveaux-outils-pour-accompagner-les-acteurs-dans-la-reforme-des-services-autonomie-a-domicile>

Un outil interactif d'aide à la décision pour simuler les opérations de regroupements entre deux structures et des fiches thématiques pour accompagner la mise en œuvre et tenir compte des impacts stratégiques sont désormais disponibles.

DISCRIMINATIONS

Droit au logement : des discriminations contre les plus pauvres

Média social (Le), 09/04/2024

<https://www.cncdh.fr/publications/avis-rendre-effectif-le-droit-au-logement-pour-tous-2024-3>

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) formule une quarantaine de recommandations pour rendre effectif le droit au logement, notamment en améliorant l'accès des plus modestes aux logements sociaux.

ENFANCE ET FAMILLE



Familles monoparentales : pour un changement des représentations sociétales - Rapport d'information du Sénat n° 485 - Tome 1 / BROSSEL
Colombes, GOSELIN Béatrice, Sénat, 03/2024

<https://www.senat.fr/rap/r23-485-1/r23-485-1.html>

Aujourd'hui, en France, une famille sur quatre est une famille monoparentale, avec une femme à sa tête dans 82 % des cas. Ces familles sont au croisement des enjeux de lutte contre la précarité, d'insertion professionnelle, d'égalité entre les femmes et les hommes, et d'égalité des chances. La délégation aux droits des femmes formule 10 propositions afin de reconnaître ces familles comme un modèle familial parmi d'autres et de lutter contre leur précarisation.

Grandir avec un parent bipolaire : « Quand je rentrais de l'école, je ne savais pas si ma mère serait vivante ou non »

Lemonde.fr, 13/04/2024

https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2024/04/13/grandir-avec-un-parent-bipolaire-quand-je-rentrais-de-l-ecole-je-ne-savais-pas-si-ma-mere-serait-vivante-ou-non_6227564_4497916.html

Entre les phases d'euphorie et les périodes de dépression sévère, les enfants doivent en permanence s'adapter à l'« humeur » de leur parent souffrant de troubles bipolaires. Et parfois prendre la place de l'aidant. Avec des répercussions à l'âge adulte.

Accueil de la petite enfance

Une crèche associative de plein air donne du sens aux métiers de la petite enfance

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 11/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/923074>

Alors que le secteur de la petite enfance peine à recruter des professionnels, la crèche associative La clef des champs à Rennes répond depuis deux ans à la quête de sens de ses salariés tout en s'appuyant sur un modèle économique efficace.



Service public de la petite enfance : « il reste encore beaucoup de zones d'ombre »

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 11/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/922306/service-public-de-la-petite-enfance-il-reste-encore-beaucoup-de-zones-dombre/>

Le 4 avril 2024, Sarah El Haïry a réuni les associations d'élus locaux pour préparer le service public de la petite enfance. Une première réunion qui sera suivie de beaucoup d'autres tant les questionnements sont nombreux, témoignent l'AMF et France urbaine.

Une proposition de loi pour interdire les écrans dans les lieux d'accueil fait réagir les professionnels de la petite enfance

Lesprodelapetiteenfance.fr, 11/04/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/une-proposition-de-loi-pour-interdire-les-ecrans-dans-les-lieux-daccueil-fait-reagir-les>

Deux députés LR ont déposé hier, lundi 8 avril, une proposition de loi visant à interdire l'exposition aux écrans des enfants de moins de trois ans, dans les lieux d'accueil de la petite enfance. Un texte qui met en émoi un secteur de la petite enfance, déjà en manque de reconnaissance. . .

Crèches : la Cnaf valide le "bonus attractivité"

Localtis.info, 04/04/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/creches-la-cnaf-valide-le-bonus-attractivite>

Des revalorisations salariales pour les professionnels de la petite enfance ont été annoncées par le gouvernement le 6 mars dernier (voir notre article). Le conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vient d'approuver les moyens dédiés à ces augmentations, en créant un "bonus attractivité" qui bénéficiera aux crèches publiques et privées financées par la prestation de service unique (PSU).

Développement de l'enfant

La médiation culturelle et artistique pour les tout-petits : un regard d'expert à valoriser

Journal des professionnels de l'enfance, 03/2024, n° 139, p. 8-11

Entre septembre 2021 et février 2022 l'équipe de "Premiers Cris"; association de recherche en petite enfance, a facilité un projet de recherche-action collaborative mené au sein d'un centre d'initiation à l'art dédié aux 0-6 ans, Mille formes, situé à Clermont-Ferrand dont l'objectif était d'explorer les pratiques de médiation à destination des tout-petits et plus précisément de bébés âgés de moins de 24 mois. Cet article explique le processus de recherche et ses conclusions, qui soulignent l'expertise des médiateurs et médiatrices dans l'éveil culturel et artistique des jeunes enfants.

<https://www.premierscris.org/apropos>

Périnatalité

Les morts maternelles en France : mieux comprendre pour mieux prévenir. 7e rapport de l'Enquête nationale confidentielle sur les morts maternelles (ENCMM), 2016-2018 / Santé publique France, 2024, 230 p.

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatis>

Pour la période 2016-2018, 272 décès maternels ont été identifiés, soit 1 décès tous les 4 jours en France d'une cause liée à la grossesse, à l'accouchement ou à leurs suites. Ce nombre correspond à un ratio de mortalité maternelle (RMM) de 11,8 décès jusqu'à un an après la fin de la grossesse, et un RMM limité à quarante-deux jours de 8,5 décès pour 100 000 naissances vivantes, dans la moyenne des pays européens.



ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Restauration collective - Trouver l'équilibre

Direction(s), 04/2024, n° 229, p. 22-29

Les établissements sociaux et médico-sociaux font face à de fortes ambitions concernant la qualité de leur restauration, sous le prisme également du développement durable. Les nouveaux objectifs, notamment réglementaires, nécessitent des changements organisationnels. Dans un contexte inflationniste, les gestionnaires doivent mettre les bouchées doubles.

IMMIGRATION

THE CONVERSATION

Ce que des réfugiés du nord de la France m'ont appris sur la traversée de la Manche : les passeurs (2/3) / WATT Sophie

TheConversation.com, 10/04/2024, n° 48

<https://theconversation.com/ce-que-des-refugies-du-nord-de-la-france-mont-appris-sur-la-traversee-de-la-manche-les-passeurs-2-3-227492>

Parmi les violences et les dangers qui guettent les candidats à l'exil espérant traverser la Manche, se trouvent les passeurs qui tiennent les camps et les voyageurs.

THE CONVERSATION

Ce que des réfugiés du Nord de la France m'ont appris sur la traversée de la Manche : les camps / WATT Sophie

TheConversation.com, 09/04/2024, n° 48

<https://theconversation.com/ce-que-des-refugies-du-nord-de-la-france-mont-appris-sur-la-traversee-de-la-manche-les-camps-227118>

Spécialiste de la migration, la chercheuse Sophie Watt a travaillé sur le terrain à Calais avec la photographe franco-suisse Elisa Larvego pour nourrir ses recherches. En janvier 2023, puis l'été suivant, elle s'est rendue dans des camps sauvages du nord de la France pour s'entretenir avec des bénévoles et des exilés afin de mieux comprendre ces zones frontalières très controversées. Toutes sont liées au débat hautement politisé sur l'immigration entre la France et le Royaume-Uni. Premier épisode.

Vers moins d'immigration et plus d'intégration? [Dossier]

Actualité Juridique. Droit Administratif, 01/04/2024, n° 12/2024, p. 649-681

Une loi pour être « méchant avec les méchants, gentil avec les gentils ». Ainsi, le ministre de l'intérieur présentait- il, à l'automne 2022, son projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration. Après un parcours parlementaire chaotique et une large censure du Conseil constitutionnel, ce texte atteint- il ce double objectif ? Les mesures d'intégration, exigeant davantage des étrangers, notamment en termes de maîtrise de la langue française, font planer la menace de perte du droit au séjour. Les régularisations, restent à la main du préfet. Les « méchants » pourront être plus aisément éloignés, quels que soient leurs liens avec la France. La réforme de la procédure devant le juge de l'asile, en particulier la généralisation du juge unique, inquiète. Consensuel, l'objectif de simplification du contentieux des étrangers est- il atteignable au regard de la complexité du fond de ce droit ?



L'équilibre des pouvoirs publics au prisme de la loi "pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration" / AVRIL Pierre, CAMBY Jean-Pierre, SCHOETTL Jean-Eric

Petites affiches, 03/2024, n° 3, p. 5-12

Des débats parlementaires manichéens, des conditions de vote chaotiques et une décision du Conseil constitutionnel censurant pour des motifs de pure forme le tiers d'un texte voté à une large majorité : voilà le bilan de la procédure législative conduisant à la loi n° 20241-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration. De manière inédite sous la Ve République, se révèle une fragilité institutionnelle et procédurale à laquelle le gouvernement d'Elisabeth Borne n'a pas résisté, sans que sa responsabilité politique ne soit formellement engagée. En délivrant très peu de solutions de fond, le Conseil constitutionnel laisse ouvertes de nombreuses questions. Ainsi, sa vision très extensive de la notion de cavaliers législatifs esquivé des sujets comme le droit du sol à Mayotte ou les conditions d'attribution aux étrangers de prestations sociales non contributives. Plus généralement, la loi du 26 janvier 2024 et la décision du Conseil constitutionnel sont très loin d'épuiser la problématique juridique des moyens de la politique migratoire.

INSERTION

Politiques d'insertion : état des lieux des dispositifs de retour à l'emploi

Vie-publique.fr, 12/04/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/291706-politique-insertion-retour-lemploi-quelle-efficacite-pour-le-rsa>

La loi de décembre 2023 pour l'emploi concerne en particulier les allocataires du revenu de solidarité active (RSA). Depuis les années 1980, les politiques d'insertion passent par des dispositifs d'aide au retour à l'emploi. Mais les différents dispositifs successifs ont-ils été pour autant efficaces ? Le point avec Vie-publique.fr.

Sommaire :

- Entre politiques de lutte contre l'exclusion sociale et dispositifs d'insertion
- Le RSA : un dispositif efficace pour favoriser la reprise d'activité ?



Service civique : des variations départementales liées au chômage des jeunes

INJEP, 26/02/2024, n° 74, 4 p

<https://injep.fr/publication/service-civique-des-variations-departementales-liees-au-chomage-des-jeunes/>

Actuellement, environ 10 % d'une génération réalise un service civique. Toutefois, de fortes disparités existent entre les départements ultramarins et la métropole, mais également entre les départements de l'Hexagone (Corse comprise). Ainsi, si 36 % des jeunes Guadeloupéens effectuent un service civique, cette part atteint en moyenne 9,5 % dans l'Hexagone et oscille entre 18 % dans l'Aisne et seulement 3 % en Haute-Savoie. De même, les profils des volontaires (niveau de diplôme ou situation d'emploi à l'entrée en mission) et les types de structures d'accueil (association ou service public) diffèrent très fortement d'un département à l'autre. Ces écarts sont notamment liés à la part des jeunes au chômage ou inactifs (hors formation), et à l'offre d'accueil de volontaires dans le service public.



JEUNES

On a rallumé les lumières des MJC

Télérama, 06/04/2024, n° 3873, p. 30-32

<https://www.telerama.fr/debats-reportages/une-nouvelle-jeunesse-pour-les-mjc-7019901.php>

En milieu rural, elles sont souvent les seuls endroits où les pratiques artistiques et sportives restent accessibles. Les maisons des jeunes et de la culture, vecteurs de partage, déploient à nouveau leur pouvoir émancipateur.

LOGEMENT



La crise du logement assigne-t-elle à résidence les plus précaires ? Le temps du débat

France culture, 02/04/2024, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/la-crise-du-logement-assigne-t-elle-a-residence-les-plus-precaires-9955670>

Selon le 29e rapport de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont touchées par le mal-logement en France. Ces difficultés engendrent pour certains une "assignation à résidence". Comment la crise du logement touche les plus précaires ?

Avec

- Annaïg Le Meur Députée Renaissance du Finistère
- Gaspard Lion Sociologue et maître de conférences à l'Université Sorbonne Paris Nord
- Nicolas Glière Directeur de l'Habitat à Nantes Métropole
- Manuel Domergue Directeur des études de la Fondation Abbé Pierre

La loi relative à la lutte contre l'habitat dégradé publiée au JO

Lagazettedescommunes.com, 11/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/922701/la-loi-relative-a-la-lutte-contre-lhabitat-degrade-publiee-au-jo/>

La loi visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement est publiée au Journal officiel du 10 avril 2024. Prévention de la dégradation de l'habitat, accélération de sa réhabilitation et lutte contre les marchands de sommeil sont les trois objectifs de ce texte.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049392425>

Droit au logement : des discriminations contre les plus pauvres

Média social (Le), 09/04/2024

<https://www.cncdh.fr/publications/avis-rendre-effectif-le-droit-au-logement-pour-tous-2024-3>

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) formule une quarantaine de recommandations pour rendre effectif le droit au logement, notamment en améliorant l'accès des plus modestes aux logements sociaux.

Crise du logement : "un mobile-home se rapproche de l'idéal du pavillon"

Libération, 05/04/2024, p. 14-15

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/crise-du-logement-et-camping-a-lannee-un-mobil-home-se-rapproche-de-lideal-du-pavillon-20240404_XALYQUTZUNHAPFNADHKKFACZ7E

Face à la hausse des prix de l'immobilier, vivre au camping est une solution de plus en plus envisagée dans les classes populaires. Le sociologue Gaspard Lion a enquêté durant quatre ans auprès de ces habitants.



PAUVRETE



Familles monoparentales : pour un changement des représentations sociétales - Rapport d'information du Sénat n° 485 - Tome 1 / BROSSSEL Colombes, GOSSELIN Béatrice, Sénat, 03/2024

<https://www.senat.fr/rap/r23-485-1/r23-485-1.html>

Aujourd'hui, en France, une famille sur quatre est une famille monoparentale, avec une femme à sa tête dans 82 % des cas. Ces familles sont au croisement des enjeux de lutte contre la précarité, d'insertion professionnelle, d'égalité entre les femmes et les hommes, et d'égalité des chances. La délégation aux droits des femmes formule 10 propositions afin de reconnaître ces familles comme un modèle

familial parmi d'autres et de lutter contre leur précarisation.

Suppression de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) : chronique d'une bombe sociale à fragmentation

Fondation Jean Jaurès, 02/04/2024, 18 p.

<https://www.jean-jaures.org/publication/suppression-de-lallocation-de-solidarite-specifique-ass-chronique-dune-bombe-sociale-a-fragmentation/>

Alors que la réforme de l'allocation de spécifique (ASS) a été annoncée par le gouvernement fin janvier 2024, Arthur Delaporte, député du Calvados, secrétaire national du Parti socialiste en charge du travail et de l'emploi, Boris Vallaud, député et président du groupe Socialistes et apparentés, et Simon Rumel-Sixdenier, conseiller aux affaires sociales au sein du groupe Socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale, reviennent sur son impact sur les allocataires – déjà fragiles –, sur les départements sur lesquels reposeraient le transfert vers le revenu de solidarité active (RSA) et sur les caisses de retraite. En lieu et place d'une réforme réduisant les droits sociaux des travailleurs et leur pouvoir de négociation, ils proposent un meilleur accompagnement des demandeurs d'emploi de longue durée.

Le coût de l'éradication de la pauvreté

Média social (Le), 02/04/2024

https://www.lemediasocial.fr/le-cout-de-l-eradicacion-de-la-pauvrete_JqKYCa

Après son coup de rabot de 10 milliards d'euros sur les dépenses de l'État, engagé par un décret en février dernier, le gouvernement va-t-il bientôt donner un nouveau tour de vis sur son budget de 2024 ?

La crainte d'un recul de l'État-providence a en tout cas hanté les derniers congrès des acteurs des solidarités, de l'Uniopss à l'Unccas, où le président du collectif Alerte, Noam Léandri, a plaidé au contraire pour en finir avec la misère, en investissant la somme de 11 milliards d'euros.

Comment ce magistrat financier calcule-t-il un tel coût de l'éradication de la pauvreté ? À quoi correspondent 11 milliards d'euros dans les dépenses de l'État ? Les impôts supprimés ces dernières années permettraient-ils de les financer ?

Précarité alimentaire

L'économie sociale et solidaire au service d'une alimentation durable et accessible ? Les appels à projets de la Ville de Paris / ALTENBURGER Carla

Metropolitiques.eu, 11/04/2024

<https://metropolitiques.eu/L-economie-sociale-et-solidaire-au-service-d-une-alimentation-durable-et.html>

Pour renforcer l'accès de tous à une alimentation durable, les pouvoirs publics s'appuient de plus en plus sur l'économie sociale et solidaire. À partir du cas parisien, Carla Altenburger montre que la recherche de viabilité économique compromet parfois les objectifs de durabilité et d'accessibilité.



De la nourriture prise en charge à 100 % : un village expérimente une sécurité sociale alimentaire

Bastamag.net, 04/04/2024

<https://basta.media/Produits-pris-en-charge-village-experimente-securite-sociale-alimentaire>

À Cadenet, village du Vaucluse, des habitant-es ont réfléchi ensemble, durant plusieurs mois, à leurs aspirations pour une alimentation désirable. Leur convention citoyenne locale a débouché sur la création d'une caisse de l'alimentation.

La Cantina concocte surtout du lien social

Direction(s), 04/2024, n° 229, p. 16-18

Villeurbanne (Rhône). Dans la métropole de Lyon, une expérimentation sociale vise à lutter contre l'isolement et la précarité alimentaire : un café associatif accolé à trois grandes cuisines collectives ouvertes aux familles hébergées à l'hôtel.

SDF

Policiers municipaux, travailleurs sociaux . . . une maraude mixte sort les sans-abri de la rue

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 01/04/2024, n° 2709, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/920454/a-paris-une-maraude-mixte-sort-les-sans-abri-de-la-rue/>

- Comme la plupart des grandes villes, les rues de Paris abritent de nombreuses personnes sans domicile fixe ou en errance. Elles seraient environ 3400 actuellement.
- Les sans-abri ont des profils divers : jeunes ou seniors, seuls ou en famille, migrants étrangers ou nationaux . . .
- Des centaines ont été accompagnés. Des maraudes quotidiennes sont menées par les effectifs de l'unité d'assistance aux sans-abri, l'Uasa, sur la base de signalements issus d'observations in situ.

PERSONNES AGEES

Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 09/04/2024

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049385823>

La loi comprend différentes mesures pour prévenir la perte d'autonomie, lutter contre l'isolement des personnes âgées ou handicapées, mieux signaler les maltraitances et faciliter le travail des aides à domicile. Des dispositions sur les Ehpad et l'habitat inclusif complètent le texte.

<https://www.vie-publique.fr/loi/291928-loi-du-8-avril-2024-bien-vieillir-grand-age-et-autonomie-ehpad>



Décarbonons le secteur de l'Autonomie - Un rapport pour alimenter la planification écologique de la branche autonomie : impact carbone et leviers de décarbonation, 2024, 188 p.

<https://theshiftproject.org/article/decarbonons-autonomie-shift-rapport-final/>

Après avoir estimé l'impact du système de santé sur le changement climatique en 2021 et 2023, The Shift Project, en partenariat avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'École des dirigeants de la protection sociale (EN3S), ont mené un travail de recherche collaboratif sur la décarbonation du secteur de l'autonomie. La Chaire Résilience en Santé, Prévention, Environnement, Climat et Transition (RESPECT) de l'École des hautes études en santé publique (EHESP) y a contribué.



"Les métiers du vieillissement, essentiels et pourtant insoutenables" / DUSSUET Annie, DEVETTER François-Xavier, NIRELLO Laura, PUISSANT Emmanuelle
Géroscope pour les décideurs en Gérontologie, 04/2024, n° 158, p. 22-24

Dans le cadre du projet de médiation scientifique " Que sait-on du travail ? " lancé en mai 2024 par le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) de Sciences Po, quatre chercheurs se sont penchés sur les conditions de travail des métiers du vieillissement. Avec l'aimable autorisation des Presses de Science Po, Géroscope en publie ici des extraits.

Ehpad



L'accompagnement des EHPAD dans la transition écologique grâce aux CTEES

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, 27/03/2024, 3.50 mn

https://www.youtube.com/watch?v=zj_WNj1tV20

Pour répondre aux enjeux climatiques, les établissements médico-sociaux se transforment. Découvrez comment la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'ANAP les accompagnent dans leurs projets de rénovation énergétique.

Cette politique d'efficacité énergétique et de transition écologique se concrétise par le recrutement de plus de 150 conseillers et coordinateurs en transition énergétique et écologique en santé (CTEES), dont les postes sont financés par la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) et la CNSA dans le cadre des fonds européens du Ségur de la santé.

Coordonnés par l'ANAP, ces professionnels accompagnent près de 5 000 établissements, dont 3600 du médico-social, dans la réduction de leur empreinte carbone et leur transition écologique.

Brut a suivi l'un d'eux, Gaëla Mer, à l'EHPAD de Kérampéré, en Bretagne.

Forfait global unique en Ehpad : les départements partagés

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 01/04/2024, p. 18

Seuls deux départements auraient manifesté leur volonté d'expérimenter la fusion des forfaits " soins " et " dépendance " des Ehpad.

Fin de vie

Les thanadoulas adoucissent la fin de vie

Direction(s), 04/2024, n° 229, p. 41

<https://www.directions.fr/Generer/ressources-humaines/2024/4/Les-thanadoulas-adoucissent-la-fin-de-vie-2059870W/>

Accompagner les personnes en fin de vie et les familles endeuillées : telle est la mission des thanadoulas. Cette nouvelle fonction ressource est encore émergente et peu structurée. Mais l'évolution de la législation sur la fin de vie pourrait favoriser son essor.

<https://www.doulasdefindevie.fr/>



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 09/04/2024

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049385823>

La loi comprend différentes mesures pour prévenir la perte d'autonomie, lutter contre l'isolement des personnes âgées ou handicapées, mieux signaler les maltraitances et faciliter le travail des aides à domicile. Des dispositions sur les Ehpad et l'habitat inclusif complètent le texte.

<https://www.vie-publique.fr/loi/291928-loi-du-8-avril-2024-bien-vieillir-grand-age-et-autonomie-ehpad>

Des travailleurs d'Esat prêts pour la retraite

Direction(s), 04/2024, n° 229, p. 12-14

<https://www.directions.fr/Trophee/reportages/2024/4/Des-travailleurs-d-Esat-prets-pour-la-retraite-2059965W/>

Épinal (Vosges). Pass'Âge accompagne les travailleurs d'Esat de plus de 50 ans du département dans la transition vers la cessation d'activité, que ce soit en matière d'accès aux droits ou dans leurs projets de nouvelle vie. Une initiative récompensée d'une mention dans le cadre du Trophée Direction[s] 2023.

Vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap : bilan d'un demi-siècle de débats [Dossier]

Cahiers de l'actif (Les), 2023, n° 10-11, p. 9-174

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-actif-2023-10.htm>

Au sommaire :

I. Vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap : les termes du débat

- Vie affective, intime et sexuelle des personnes accompagnées : s'en mêler ou pas ?

- Sexualités et handicaps : les temps d'hier et d'aujourd'hui - quid de demain ?

- La sexualité n'est pas un besoin, la sexualité est désir !

- En quête de genre

- Jouir sans entraves ? Pas si simple...

- Spécificité des fonctions de la sexualité et des dynamiques de transmissions transgénérationnelles

II. Vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap : quelques outils

- Accès à la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap - Limites de la législation en vigueur et obstacles inhérents à l'environnement institutionnel/familial et au validisme sociétal

- « À corps et à cris » - 50 ans de combat pour faire reconnaître le droit à une vie intime, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap L'exemple d'APF France handicap

- La vie affective et sexuelle en institution médico-sociale - Comment outiller les professionnels pour un meilleur accompagnement ?

- Sexualités et handicaps : le droit au choix - Vers la création d'un service d'assistance sexuelle



PREVENTION DE LA RADICALISATION



L'islamisme

France Inter, 2024

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/serie-islamisme>

Dans cette série en quatre épisodes, Thomas Legrand enquête sur les racines idéologiques de l'islam politique, du fondamentalisme islamiste et djihadiste. Anatomie d'une doctrine socio-politique radicale et multiforme fondée sur la religion musulmane et le séparatisme politique.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Améliorer l'accompagnement des enfants accueillis en protection de l'enfance

Convention nationale des associations de protection de l'enfant, 03/2024, 10 p.

<https://www.cnape.fr/documents/ameliorer-laccompagnement-des-enfants-accueillis-en-protection-de-lenfance/>

Les récents échanges du groupe de travail relatif à l'accueil en protection de l'enfance ont abouti à des pistes de réflexion sur l'amélioration des conditions d'accueil et d'accompagnement des enfants pris en charge. Cette note se concentre spécifiquement sur les lieux d'hébergement collectif.

La qualité de boursier octroyée aux jeunes de l'ASE en classe de terminale

Média social (Le), 09/04/2024

https://www.lemediasocial.fr/protection-de-l-enfance-comment-lever-les-obstacles-a-la-reussite-scolaire-des-enfants_ULPXKU

Afin de favoriser l'accès des jeunes de l'aide sociale à l'enfance (ASE) aux études supérieures, un décret du 3 avril prévoit que tous les élèves de classe de terminale qui sont confiés à l'ASE sont réputés bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049364350>

La Ciivise reprend avec quatre dirigeants

Média social (Le), 03/04/2024

https://www.lemediasocial.fr/la-ciivise-reprend-avec-quatre-dirigeants_ev2T7C

La gouvernance de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) change de formule : elle est désormais confiée à un « collège directeur » de quatre de ses membres, annonce Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'Enfance. Cette décision fait suite à une « période de vacance » de la présidence de la commission, après la démission en février dernier de Sébastien Boueilh deux mois après sa nomination à ce poste.

Placement



Les enfants vivant en famille d'accueil au prisme de l'enquête annuelle de recensement [Etude]

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, 03/2024, 40 p

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2024-03/DD116.pdf>

La DREES publie une nouvelle étude sur la situation des enfants et jeunes majeurs de moins de 21 ans vivant en famille d'accueil. Cette étude est basée sur l'exploitation de nouvelles données issues du recensement de la population de l'Insee, qui permettent d'apporter un éclairage complémentaire aux statistiques publiques déjà existantes sur

la protection de l'enfance.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/60-100-enfants-vivent-principalement-en-famille-daccueil-en-2019>



Contrat jeune majeur : des problèmes de comportement n'excluent pas une prise en charge

Média social (Le), 13/04/2024

Le fait, pour un jeune majeur sortant de l'aide sociale à l'enfance (ASE), de faire l'objet d'un contrôle judiciaire ne s'oppose pas à ce qu'il puisse bénéficier d'un "contrat jeune majeur", estime le Conseil d'État.

<https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2024-03-12/492186>

<https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2024-03-08/492178>

Prostitution

Prostitution des mineurs : à Nice, des maraudes en ligne

Média social (Le), 04/04/2024

De plus en plus de mineurs proposent des "services sexuels" sur Internet, qu'il s'agisse de sites pour adultes ou de réseaux sociaux. Une association niçoise a mis en place des "maraudes en ligne", pour tenter d'entrer en contact avec les jeunes concernés.

TRAVAIL SOCIAL

Métiers du prendre soin et du lien : De la violence des situations de travail au travail institutionnel de la violence / JAY Isabelle

Millenaire3.com, 10/04/2024

<https://www.millenaire3.com/ressources/2024/metiers-du-prendre-soin-et-du-lien-de-la-violence-des-situations-de-travail-au-travail-institutionnel-de-la-violence>

Pour surmonter les aléas du quotidien, les professionnels développent des stratégies, des savoir-faire, des astuces qui vont leur permettre d'atteindre leurs objectifs et d'obtenir la satisfaction d'avoir fait ce qu'ils considèrent comme du « bon travail ».

Dans cette dynamique, le travail est source de plaisir favorable à la construction de la santé.

Lorsque les contraintes ne permettent plus aux professionnels de surmonter les aléas, les situations se dégradent sur le plan de la santé physique et mentale.

Alors, quelles organisations et quelles pratiques managériales, quelle place donnée à l'autonomie et au collectif de travail pour affronter les difficultés ?

VIOLENCES



Émeutes de juin 2023 : comprendre, évaluer, réagir / BUFFET François-Noël

Sénat, 09/04/2024

<https://www.senat.fr/notice-rapport/2023/r23-521-notice.html>

"Du 27 juin au 7 juillet 2023, notre pays a connu un déferlement de violences qui, de l'avis de nombreux acteurs ou observateurs, était inédit par son ampleur et son intensité (...) Pourtant, près d'un an après ces événements, si des stigmates sont encore visibles sur les bâtiments qui ont été les cibles de ces mouvements, l'existence semble avoir repris son cours normal, sans difficulté apparente. Or, malgré

cette apparente résilience, ces émeutes ne sauraient être considérées comme un simple fait divers et, de ce fait, sitôt oubliées. C'est pour trouver des éléments d'explication que la commission des lois a créé, dès le 12 juillet 2023, une mission d'information transpartisane, dotée de prérogatives de commission d'enquête le 17 octobre 2023. Celle-ci s'est attachée à dresser le constat de ces événements : ses protagonistes, leurs motivations et les réponses apportées par les pouvoirs publics, au niveau local comme au niveau national, pour faire face aux violences et aux destructions qu'elles ont engendrées.



Violences faites aux femmes



Féminicides, la guerre mondiale contre les femmes - LSD, La Série Documentaire
France culture, 2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-feminicides-la-guerre-mondiale-contre-les-femmes>

Pour LSD, Pauline Chanu retrace le continuum féminicide dans le monde entier. Des féminicides conjugaux aux tueries masculinistes, des crimes "d'honneur" aux tueurs en série... Comment se maintient ce système qui autorise les hommes à tuer les femmes ?



Former les forces de sécurité à l'accueil des femmes victimes de violences conjugales

Centre Hubertine Auclert, 2023, 48 p.

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque/publication/rapport-former-les-forces-de-securite>

Au terme d'une année de formation, le Centre Hubertine Auclert fait le bilan de cette expérimentation pionnière : renforcer la formation des services de polices et de gendarmerie à la prise en compte des spécificités et de la dangerosité des situations de violences conjugales

Violences gynécologiques : "Un utérus et des ovaires ne sont pas détachés de la personne"

Libération, 11/04/2024, p. 12-13

Une parole rare pour paver un chemin vers le mieux. Gynécologue obstétricienne, longtemps spécialisée en médecine fœtale, Amina Yamgnane reconnaît avoir « été maltraitante dans le soin ».

Le viol, un crime de l'intimité longtemps impensé / CHEMIN Anne

Monde (Le), 06/04/2024, n° 24653, p. 26-27

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/04/05/le-viol-un-crime-de-l-intimite-longtemps-impense_6226192_3232.html

Sous l'Ancien Régime, le viol est considéré non comme une atteinte à l'intégrité d'une femme, mais comme une offense à l'honneur de son père ou de son mari. Il faudra, à partir de la fin du XIX^e siècle, l'émergence de la psychologie, ainsi que du féminisme, pour que le regard social sur ce crime commence à évoluer.

